

**C o n f i d e n t i e l****Lignes directrices pour la négociation EEE**

Vu la proposition du DFAE et du DFEP du 7 juin 1991

Vu les résultats de la procédure de co-rapport, il est

décidé:

1. La délégation suisse est autorisée à faire les concessions indiquées dans la proposition pour permettre la poursuite des négociations dans la ligne définie par la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991, pour les questions des délais et du fonds de cohésion. Pour le surplus, les lignes de défense antérieures sont maintenues.
2. La délégation suisse soulignera que lesdites concessions ne sauraient préjuger de la décision du Conseil fédéral quant au paraphe puis à la signature du Traité EEE (rappel des par. 2 bis et 4 de la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991).

Protokollauszug an:				
<input checked="" type="checkbox"/> ohne / <input type="checkbox"/> mit Beilage				
z.V.	z.K.	Dep.	Anz.	Akten
	X	EDA	1	-
	X	EDI	1	-
	X	EJPD	1	-
	X	EMD	1	-
	X	EFD	1	-
	X	EVD	1	-
	X	EVED	1	-
	X	BK	3	-
		EFK		
		Fin.Del.		

Pour extrait conforme,
Le secrétaire:

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

2520.1

CONFIDENTIEL

DEPARTEMENT FEDERAL DE
L'ECONOMIE PUBLIQUE

Berne, le 7 juin 1991

Au Conseil fédéral

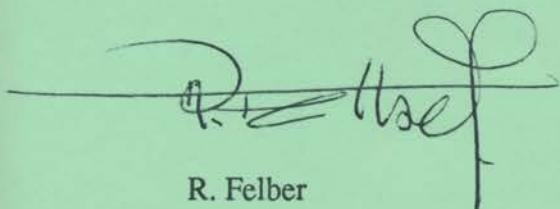
Monsieur le Président de la Confédération,
Messieurs les Conseillers fédéraux,
Chers collègues,

Vous avez reçu, le 5 juin dernier, un projet de proposition au Conseil fédéral intitulé "Lignes directrices pour la négociation EEE".

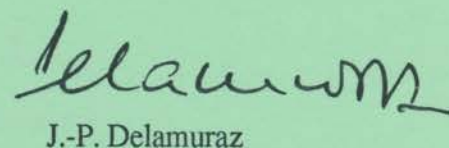
✓ Ce document, non signé, était destiné à votre information en vue de la séance du 6 juin.

Nous avons l'avantage, par la présente, d'officialiser ce texte et vous prions de bien vouloir vous y référer en séance du Conseil fédéral du 10 juin 1991.

Veillez croire, Monsieur le Président de la Confédération, Messieurs les Conseillers fédéraux, chers collègues, à l'assurance de nos sentiments les meilleurs.



R. Felber



J.-P. Delamuraz

Copie:

- Monsieur le Chancelier de la Confédération
- Messieurs les Vice-chanceliers

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE
LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Berne, le 5 juin 1991

CONFIDENTIEL

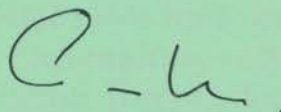
Aux membres du Conseil fédéral

Monsieur le Président de la Confédération,
Messieurs les Conseillers fédéraux,

Sur ordre de Monsieur Jean-Pascal Delamuraz, conseiller fédéral, actuellement à la réunion ministérielle de l'OCDE à Paris, je vous transmets, pour information, un projet de proposition au Conseil fédéral, intitulé "Lignes directrices pour la négociation EEE", afin que vous puissiez en prendre connaissance avant la séance extraordinaire du Conseil fédéral de demain.

Ce document sera traité, comme prévu, lundi 10 juin prochain.

Veuillez croire, Monsieur le Président de la Confédération, Messieurs les Conseillers fédéraux, à l'expression de ma haute considération.



Claude Corbat

Annexe mentionnée

Copie à:

- Monsieur le Chancelier de la Confédération
- Messieurs les Vice-chanceliers

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE
L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Berne, le

CONFIDENTIEL

Au Conseil fédéral

Lignes directrices pour la négociation EEE

1. Etat de la situation

- 1.1. Comme l'indiquait la note d'information du DFEP du 27 mai 1991, discutée lors de la séance du Conseil fédéral du 29 mai, le dernier round de négociation aura lieu dans la première quinzaine de juin et il est prévu que les dernières questions en suspens seront réglées au niveau politique lors de la réunion ministérielle AELE-CE du 18 juin à Luxembourg. Cela signifie que le Conseil fédéral doit se prononcer au plus tard dans sa séance du 10 juin sur une adaptation des lignes directrices de négociation, si nous voulons être à même de participer à la phase finale des négociations, de parapher et d'éviter un certain isolement de la Suisse, avec les conséquences possibles qui sont décrites au chapitre 3 de la note d'information du DFEP du 27 mai 1991.
- 1.2. Lors du dîner au niveau ministériel des 13-14 mai 1991 nous avons accepté une déclaration conjointe bien qu'avec certaines réserves orales et en réservant la position finale du Conseil fédéral sur la base des chiffres 2 bis et 4 de cette déclaration. Or, pour nos partenaires, cette déclaration constitue la base commune pour la négociation. Il serait donc irréaliste de croire que nous pourrions encore changer les éléments qui y sont contenus.

La position de la CE pour la majorité des objets de négociation est d'ores et déjà prévisible: elle est non seulement contenue dans la déclaration conjointe du 14 mai 1991, mais aussi dans les annexes qui étaient prévues pour cette déclaration, et qui n'ont pas été adoptées par les Ministres. Les négociateurs de la CE nous ont d'ores et déjà fait savoir que ces textes doivent être considérés comme un paquet et qu'il ne sera pratiquement guère possible de faire admettre par les douze Etats membres de la CE des modifications de ces positions. Même s'il faut faire la part de la tactique

dans ces déclarations, la dynamique de la négociation nous conduit à penser que la marge dont disposent les négociateurs communautaires est très réduite, voire nulle.

Un nombre limité de questions peuvent être considérées comme encore ouvertes et restent à négocier en très peu de temps: fonds de cohésion, régime de la pêche, concessions agricoles et clause évolutive dans ce domaine, détails de la participation des pays de l'AELE aux comités prévus pour la gestion et le développement des règles de l'EEE.

Les autres pays de l'AELE se sont en fait déjà ralliés aux positions de la CE telles qu'exprimées dans la déclaration du 14 mai 1991 et dans les annexes. Il faut partir de l'idée qu'ils seront en général prêts à en faire de même pour les questions encore ouvertes.

- 1.3. Compte tenu de cette réalité, le profil essentiel qu'aura le traité est aujourd'hui clair. Ce profil, nous l'avons déjà esquissé dans notre proposition du 2 avril 1991 portant sur une modification des lignes directrices dans le domaine institutionnel, dont le Conseil fédéral a pris connaissance sans toutefois approuver les nouvelles lignes directrices.

Si la Suisse veut participer activement à la phase finale des négociations sur l'EEE qui devrait aboutir à une solution politique sur tous les éléments de l'accord lors de la réunion ministérielle AELE-CE du 18 juin de Luxembourg, les négociateurs doivent être en mesure, en dernier ressort, de s'adapter aux positions qui se dessinent déjà aujourd'hui et qui sont celles de la CE, soutenue par la majorité de nos partenaires de l'AELE. Ceci, tout en s'efforçant, bien entendu, d'obtenir des concessions là où cela est encore possible. Faute d'une telle flexibilité, nous serions d'ores et déjà complètement isolés et il faudrait se demander s'il ne vaudrait pas mieux quitter les négociations. Il n'est en particulier pas réaliste de vouloir envisager la conclusion d'un Traité sur la base des conditions qui figurent au chiffre 3.3 de la proposition du 29 avril 1991, mais qui n'ont pas été adoptées par le Conseil fédéral.

Ce n'est qu'au terme des négociations que le Conseil fédéral pourra apprécier l'équilibre général des avantages, des droits et des obligations du Traité EEE et sera en mesure de décider s'il peut parapher puis signer le projet de Traité EEE. Dans l'intervalle, il est nécessaire de donner à nos négociateurs une marge de manoeuvre suffisante pour éviter des blocages sources de crises. Notre délégation rappellera régulièrement que la flexibi-

lité manifestée sur des questions prises isolément ne saurait préjuger de la décision finale du Conseil fédéral quant au paraphe puis à la signature - ou non - du Traité (rappel des par. 2 bis et 4 de la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991). Une telle décision devra être prise en même temps que la décision sur le renforcement des structures AELE nécessité par le Traité EEE.

Dans la mesure où cela est actuellement prévisible, les chapitres suivants montrent quelles sont les positions que la délégation suisse devrait être autorisée à prendre dans les cinq groupes de la négociation, pour qu'elle puisse effectivement continuer à négocier dans les semaines à venir jusqu'au paraphe de l'accord, comme le Conseil fédéral le lui a demandé:

Chap. 2. Libre circulation des marchandises

Chap. 3. Libre circulation des services et des capitaux

Chap. 4. Libre circulation des personnes

Chap. 5. Politiques d'accompagnement

Chap. 6. Questions juridiques et institutionnelles

2. Libre circulation des marchandises (GNI)

Les positions que la délégation suisse devrait être autorisée à prendre dans les principaux domaines de ce groupe sont les suivantes:

2.1. Oeffentliches Beschaffungswesen

Die Kantone haben eine **Uebergangsfrist** von mindestens **3 Jahren** verlangt. Die EG würde die Inkraftsetzung des gesamten Beschaffungswesens bis zum Ablauf der Uebergangsfrist aussetzen, was für die Exportwirtschaft nachteilig wäre. Die Kantone sollten in der Lage sein, ihr Recht notfalls auch innerhalb einer kürzeren Frist anzupassen. Wir sehen daher eine **einjährige** Uebergangsfrist und für den Fall, dass die EG sich dem (z.B. mit der Forderung nach einem einheitlichen Regime für alle EFTA-Länder) widersetzen sollte, den Verzicht auf Uebergangsfristen vor.

Eventuell ist für die vier Sektoren der öffentlichen Dienste (z.B. Wasserversorgung, Telekommunikation) die von der EG eingeführte Diskriminierung von Drittstaaten zu übernehmen.

2.2. Landwirtschaft

Landwirtschaftliche Evolutivklausel mit Verpflichtungen, weitere Liberalisierungsschritte im Rahmen der bestehenden Agrarpolitiken zu prüfen, die über Art. 15 FHA CH/EWG hinausgehen. Kohäsionskonzessionen und reziproke Agrarkonzessionen sind eventuell präferentiell zu gewähren.

2.3. Verarbeitete Landwirtschaftserzeugnisse

Aenderungen der Referenzpreise und Einführung eines Systems zur Berechnung der Erstattungen und Abschöpfungen basierend auf dem tatsächlichen Rohstoffgehalt. Ausdehnung des Produktedeckungsbereichs eventuell auf Alkohol und Tabak. Für Tabak würde der Industrieschutz wegfallen. Für Alkohol müsste die Monopolgebühr nicht diskriminierend erhoben werden. Die EG hat deutlich gemacht, dass sie der Aenderung der Referenzpreise und einem neuen Berechnungssystem nur zustimmen wird, wenn der Produktebereich ausgedehnt wird. Die beiden erstgenannten Schritte sind für die schweizerische Nahrungsmittelindustrie wichtig. Es gilt deshalb zu entscheiden, ob der Nahrungsmittelindustrie zu Lasten des Tabak- und Alkohorsektors geholfen werden soll.

2.4. Fisch und andere Meeresprodukte

Beseitigung der Einfuhrabgaben auf Süßwasserfischen sowie auf Fischzubereitungen und -konserven. Schlimmstenfalls Liberalisierung für Fischmehl und Oele, was für die Schweiz Aenderungen im Futtermittelregime, der Butter- und Fettordnung mit ungewissen Kostenfolgen bringen würde.

2.5. Monopole

Kantone: Anpassung der Salzmonopole an das Diskriminierungsverbot entsprechend dem Römervertrag (keine diskriminierenden Beschaffungs- und Verkaufspraktiken).

Bund: eventuell Anpassung des Pulverregals und allenfalls der Ausgestaltung der Monopole für landwirtschaftliche Verarbeitungserzeugnisse (u.a. Alkohol). Auch die eigentlichen Landwirtschaftsmonopole könnten bei der Weiterentwicklung der Agrarbeziehungen aufgrund der Evolutivklausel betroffen werden.

2.6. Technische Vorschriften

In der Ministererklärung ist keine dem Art. 100a Abs. 4 und 130t EWG-Vertrag entsprechende Befugnis der EFTA-Länder zur **Einführung höherer Schutzanforderungen** vorgesehen. Die übereinstimmende Auffassung sieht darin den endgültigen Ausschluss einer solchen Möglichkeit. Die EFTA-Länder wollen aber versuchen, im Vertrag in der einen oder anderen Form den Grundsatz festzuhalten, dass die EFTA-Länder die gleichen Möglichkeiten wie EG-Mitgliedstaaten haben sollen, strengere Vorschriften beizubehalten oder einzuführen. Hinzuweisen ist in diesem Zusammenhang, was den nicht-harmonisierten Bereich betrifft, auch auf Artikel 36 EWGV, der in den EWRV integriert wird.

Die EFTA-Länder sind sich darin einig, dass wenigstens versucht werden soll, eine Bestimmung im Vertrag oder in der Präambel zu erhalten, in der erklärt wird, dass die Harmonisierung auf einem hohen Schutzniveau erfolgen soll.

Bei den **Produktvorschriften** waren in erster Linie jene Anliegen nicht bzw. nur teilweise durchsetzbar, bei denen die Schweiz als einziges Land Probleme mit der Uebernahme des EG-acquis anmeldete. Dies betrifft die Lärmvorschriften von Motorfahrzeugen sowie die Kosmetika. Für letztere wurde am ministeriellen Nachessen vom 13.-14 Mai 1991 kein Vorbehalt angebracht.

Bei den **Abgas- und Lärmvorschriften von Motorfahrzeugen** ist gemäss der Ministererklärung eine generelle Uebergangsfrist von zwei Jahren vorgesehen. Ab dem 1. Januar 1995 können die EFTA-Staaten ihre eigenen Vorschriften weiterhin beibehalten, müssen jedoch die Fahrzeuge, die die dazumaligen EG-Richtlinien erfüllen, ebenfalls zum Verkehr zulassen. Der EG-acquis ist erst mit dem Inkrafttreten der ersten nach dem 1.1.1995 wirksam werdenden Verschärfung der EG-Richtlinien zu übernehmen.

Unsere Vorbehalte hinsichtlich der im Vergleich zur schweizerischen Praxis weniger weitgehenden Prävention der EG bezüglich der Verwendung von

potentiell allergie- und unerwünschte Langzeitwirkungen verursachten **Konservierungsmittel in Kosmetika** war ebenfalls nicht durchsetzbar.

Offen ist dagegen noch der ganze **Chemikalienbereich**, wo noch weiterverhandelt wird. Angesichts der Erfahrungen im Kosmetikbereich muss jedoch damit gerechnet werden, dass für eine Beibehaltung der Giftklasse 5 keine allzu grossen Chancen bestehen, wenn nicht zusätzliche Anstrengungen, insbesondere auch auf bilateraler Ebene mit der EG-Kommission direkt unternommen werden. Eindeutig besser sind dagegen die Erfolgsaussichten bei den verbotenen bzw. bei den in der Verwendung streng eingeschränkten Stoffen wie beispielsweise dem Kadmium. Hier wird die EG uns höchstwahrscheinlich wie bei den CFCs und beim Kadmiumgehalt für Dünger schliesslich "openended derogations" zugestehen, auch wenn sie anlässlich der Ministerkonferenz dazu noch nicht bereit war.

Wenn die Schweiz im Bereich der technischen Vorschriften weiterhin Einfluss auf den Verlauf der Verhandlungen nehmen will, ist es unerlässlich, die schweizerische Delegation zu ermächtigen, auf die bisherigen spezifischen Vorbehalte zu verzichten und auf der Basis der Ministererklärung inkl. Anhang 2 weiterzuverhandeln, mit dem Ziel, soweit wie noch möglich, die früher festgelegten Zielsetzungen zu erreichen.

* * *

La délégation suisse devra en outre pouvoir faire preuve de flexibilité dans les domaines suivants de la libre circulation des marchandises: droit de la concurrence, aides publiques, propriété intellectuelle, responsabilité du fait des produits, énergie, domaine phytosanitaire et vétérinaire, questions douanières et d'origine, acier, restrictions à l'exportation.

3. Libre circulation des services et des capitaux

3.1. Services financiers

La libre circulation des services financiers demandera la mise en place des éléments de l'acquis pertinent considérés comme essentiels pour sa réalisation à partir du 1er janvier 1993. Cela signifie, notamment, la mise en oeuvre d'arrangements permettant à l'assistance administrative entre autorités de surveillance de fonctionner dès cette date, de manière équivalente à celle prévue dans l'acquis communautaire, la reconnaissance mutuelle des comptes annuels et consolidés et l'abolition, à partir du 1er janvier 1993, des règles de syndication (discriminatoires) pour l'émission de titres libellés en francs suisses.

3.2. Transport

Les négociations bilatérales concernant le transit par route, portant notamment sur la limite de 28 tonnes pour les camions, seront poursuivies dans le but d'atteindre une solution définitive. La CE établit un lien entre les résultats de la négociation bilatérale et un accord sur le Traité EEE. Les autres dispositions de l'acquis pertinent dans les domaines qui sont considérés par la CE comme essentiels à la libre circulation des services de transport devront être mises en oeuvre au 1er janvier 1993. C'est le cas, en particulier, pour les directives sur l'accès au marché et sur le cabotage dans le domaine du transport routier et pour les règles de concurrence dans le domaine de l'aviation civile.

3.3. Services audiovisuels

La solution du statu quo, c'est-à-dire le maintien de la Convention du Conseil de l'Europe sur la télévision transfrontière du 5 mai 1989 comme règle entre les pays de l'AELE et la CE dans ce secteur, est refusée par la CE qui insiste pour intégrer dans le traité EEE la directive CE sur la télévision du 3 octobre 1989.

Les directives actuelles du Conseil fédéral prévoient l'acceptation de la Directive CE à condition que:

- pour les dispositions sur la publicité pour l'alcool nous obtenions une exception limitée à cinq ans, renégociable à l'échéance, jusqu'à la votation sur les initiatives pendantes à ce sujet;
- pour la publicité dirigée vers un seul pays nous obtenions une période transitoire de dix ans.

Dans le contexte actuel de la négociation, le résultat le plus réaliste de la négociation, pour ces deux dispositions, est une période transitoire de deux ans. Un tel résultat n'est cependant pas assuré, surtout pas pour la publicité dirigée, et il dépendra en bonne partie de la détermination de nos partenaires de l'AELE de demander la même chose.

Au cas où l'initiative populaire visant à interdire la publicité pour l'alcool devait être acceptée lors de la votation prévue dans deux ou trois ans, la disposition de cette initiative concernant l'interdiction de la publicité pour l'alcool serait contraire aux dispositions du Traité EEE.

3.4. Libre circulation des capitaux

La CE insiste pour qu'une période transitoire de trois ans au maximum soit appliquée à la mise en oeuvre des dispositions de l'acquis sur l'acquisition de biens immobiliers. Ceci vaut pour tous les pays de l'AELE: nos partenaires ont en effet également demandé à bénéficier d'une période transitoire dans ce domaine et sont prêts à accepter la position communautaire. D'autre part, la CE n'est pas prête à accorder une période transitoire de plus de deux ans pour les investissements directs dans le commerce professionnel d'immeubles.

Dans ces deux secteurs qui se complètent, les lignes directrices actuelles prévoient une période transitoire d'au moins cinq ans pour mettre en oeuvre des mesures alternatives à la Lex Friedrich qui ne soient pas discriminatoires pour les étrangers. Il est peu probable que la CE soit prête à accorder à la Suisse une période transitoire plus longue qu'aux autres pays de l'AELE dans le domaine des acquisitions de biens immobiliers. La délégation suisse devrait donc être autorisée à accepter, à la limite, une période transitoire de trois ans pour l'acquisition de biens immobiliers des non-résidents. En ce qui concerne les investissements directs dans le commerce professionnel d'immeubles, la délégation suisse essaiera d'obtenir une période transitoire de même durée que pour les acquisitions d'immeubles par des non-résidents, en argumentant de la complémentarité des deux secteurs. Si cela ne devait pas être possible parce que la CE insiste pour une uniformisation des périodes transitoires pour les investissements directs, elle devra se résoudre à accepter, en dernière instance, une période transitoire de deux ans.

4. Libre circulation des personnes

4.1. Séjour et établissement

Lors de la réunion ministérielle pays de l'AELE - CE du 13 mai 1991 il n'a pas été possible de parvenir à un compromis sur la durée des périodes transitoires.

En effet, une proposition préparée par la Commission et qui prévoyait d'une part une période générale de 7 ans durant laquelle la Suisse pourrait maintenir un contrôle quantitatif du mouvement des personnes et d'autre part une période de 2 ans pendant laquelle la Suisse devrait lever toutes restrictions qualitatives (essentiellement le regroupement familial pour les saisonniers et le retour hebdomadaire pour les frontaliers), n'a pas été acceptée.

Formellement la Suisse a offert, au cours des négociations, un délai transitoire de 7 ans pour les aspects quantitatifs. Elle a également demandé un échelonnement

des adaptations qualitatives tout au long de cet intervalle. Il ressort des négociations menées à ce jour que le point de désaccord entre les parties réside essentiellement dans la durée des périodes transitoires nécessaires pour les modifications d'ordre qualitatif.

Conformément au mandat de négociations du 18 mars 1991 du Conseil fédéral la Suisse est en mesure de se rapprocher de la Communauté européenne tant au niveau quantitatif que qualitatif. En ce qui concerne les aspects quantitatifs elle dispose d'une marge de manoeuvre puisque le mandat existant lui donne la possibilité d'abaisser la durée de la période générale de 7 à 5 ans. Pour ce qui est du caractère qualitatif, le mandat nous offre également la possibilité d'accorder l'acquis aux travailleurs de l'EEE avant la fin de la période transitoire.

En conclusion, le mandat existant offre la possibilité d'appliquer la libre circulation dans un délai relativement bref. Toutefois, avec une ouverture trop rapide nous courons le risque de ne pas être suivis par la population suisse. Une période transitoire générale de 5 ans pour les aspects quantitatifs et qualitatifs de la libre circulation des personnes serait suffisante. La limite absolue à ne pas transgresser serait de 4 ans pour les aspects quantitatifs.

4.2. Reconnaissance des diplômes

Les lignes directrices du Conseil fédéral nous donnent la possibilité de réduire la durée de périodes transitoires que nous demandons, voire de renoncer à des périodes transitoires là où elles ne sont pas absolument nécessaires. Compte tenu de récentes études internes, la seule période transitoire qui nous serait vraiment nécessaire est une période de 2 ans pour la reconnaissance des diplômes concernant certaines professions médicales et paramédicales. Nous pouvons renoncer à nos autres demandes.

Cette période transitoire de 2 ans correspond à l'offre - la seule dans ce domaine - que nous a faite la CE lors de la réunion ministérielle conjointe du 13 mai 1991.

Nous devons cependant relever que l'adaptation de notre droit à celui de l'EEE pourrait, dans certains cas, ne pas être réalisée à temps. Toutefois, ce risque est acceptable dans la mesure où, en matière de reconnaissance des diplômes, la CE a toujours fait montre d'une certaine tolérance à l'égard de ses Etats qui ont tardé à transposer des directives dans leur droit national.

4.3. Sécurité sociale

Conformément aux directives du Conseil fédéral du 18 mars nous avons demandé à la CE de pouvoir bénéficier d'une période transitoire longue, 5 ans en l'occurrence, en ce qui concerne

- les prestations complémentaires de l'AVS/AI
- l'assurance facultative AVS/AI des Suisses de l'étranger

Or, cette demande a été rejetée tant par nos partenaires de l'AELE que par la CE. Cette dernière exige que l'acquis communautaire soit appliqué dès le 1er janvier 1993 dans tous les domaines de la sécurité sociale. Elle n'a montré aucune disposition au compromis.

Si la CE persiste dans son attitude - tout porte à croire qu'elle le fera - et si nous voulons parvenir à un accord sur ce point, nous ne voyons pas d'autres possibilités que de renoncer à notre demande de période transitoire. La solution pourrait consister, s'agissant de l'assurance complémentaire AVS/AI, à transformer notre régime en un système d'assistance sociale, lequel ne serait pas soumis à l'obligation de coordination de l'EEE et, s'agissant de l'assurance facultative AVS/AI des Suisses de l'étranger, de la transformer en un véritable système d'assurance.

5. Horizontale und Flankierende Politiken (NG IV)

5.1. Gesellschaftsrecht

Das zuständige Bundesamt für Justiz hat die Verhandlungsdelegation kürzlich ermächtigt, die generelle Uebergangsfrist für die Uebernahme der EG - Richtlinien im Gesellschaftsrecht auf drei Jahre festzulegen. Möglicherweise wird die EG nur eine Uebergangsfrist von 2 Jahren zulassen. Alle unsere EFTA - Partner begnügen sich mit 2 Jahren. Das Bundesamt für Justiz hat nun mitgeteilt, dass die Schweiz ebenfalls mit zwei Jahren zurechtkommt. Diese mögliche Kürzung soll auf der Ebene des Bundesrates gutgeheissen werden. Die Verhandlungsdelegation wird sich aber weiterhin um eine 3-jährige Uebergangsfrist bemühen.

5.2. Kohäsionsfonds

Mit Beschluss vom 18.3.1991 hat der Bundesrat die Verhandlungsdelegation ermächtigt, auf die Schaffung eines EFTA - Fonds zur Verringerung der wirt-

schaftlichen und sozialen Disparitäten im EWR einzutreten. In der Erklärung der Ministerkonferenz wird gefordert, jetzt konkrete Modalitäten auszuarbeiten. Im heutigen Zeitpunkt ist eine Aussage namentlich über die mutmasslichen Kosten des vorgesehenen Finanzmechanismus noch nicht möglich. Im weiteren Verlauf der Verhandlungen und nach Abschluss der bereits angelaufenen verwaltungsin-ternen Abklärungen werden wir in dieser Frage erneut an den Bundesrat gelangen, und zwar voraussichtlich im Antrag mit Blick auf die Ministerkonferenz vom 18. Juni.

6. Questions juridiques et institutionnelles

Il n'est pas nécessaire de rappeler ici toutes les positions suisses relatives aux questions juridiques et institutionnelles et décrites dans la proposition du 2 avril 1991 (chap. II) puis résumées dans l'annexe 2 (ch. 5) de la proposition du 29 avril 1991. Les objectifs fixés dans ces propositions sont confirmés par la présente dans la mesure où ils sont compatibles avec la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991, eu égard aux réserves formulées à cette occasion par la délégation suisse.

Compte tenu des positions de la CE dont on ne peut plus attendre de concessions autres que mineures sur les questions juridiques et institutionnelles, compte tenu surtout de la capacité presque illimitée de nos partenaires de l'AELE d'accepter les positions communautaires, la Suisse tentera de faire concilier dans toute la mesure du possible les positions AELE avec les objectifs décrits dans les propositions du 2 et du 29 avril 1991. Cela signifie que la Suisse renoncera à sa revendication d'un droit d'opting-out individuel mais qu'elle recherchera d'autres solutions ménageant le plus possible son autonomie de décision (droit de veto). D'autre part, la Suisse devra accepter une certaine généralisation du concept des deux piliers dans toute la structure institutionnelle de l'EEE. Elle s'efforcera de limiter l'utilisation de ce modèle aux situations qui peuvent la justifier objectivement, sans créer d'entraves à un fonctionnement rationnel de l'EEE et sans menacer son homogénéité. Celle-ci représente en effet l'avantage essentiel que la Suisse peut attendre du Traité EEE. Bien qu'une juridiction AELE ne contribuerait probablement pas de manière déterminante à l'homogénéité de l'EEE, sa création pourrait se justifier pour le règlement des différends intra-AELE et pour une éventuelle 1ère instance en matière de concurrence. Enfin, tout en admettant que dans la mesure du possible les pays de l'AELE s'efforceront de parvenir à des

positions communes qui seront présentées d'une seule voix, la Suisse continuera d'exiger que les pays de l'AELE puissent s'exprimer individuellement lorsque la protection de leurs intérêts le justifie.

DEPARTEMENT FEDERAL DES
AFFAIRES ETRANGERES

DEPARTEMENT FEDERAL DE
L'ECONOMIE PUBLIQUE

Pour co-rapport:

- DFF
- DMF
- DFI
- DFJP
- DFTCE

Extraits du procès-verbal

- DFAE, DFEP, pour exécution
- DFF, DMF, DFI, DFJP, DFTCE, pour information

Lignes directrices pour la négociation EEE

Vu la proposition du DFAE et du DFEP du

Vu les résultats de la procédure de co-rapport

il est décidé:

1. La délégation suisse est autorisée à faire les concessions indiquées dans la proposition pour permettre la poursuite des négociations dans la ligne définie par la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991.
2. La délégation suisse soulignera que lesdites concessions ne sauraient préjuger de la décision finale du Conseil fédéral quant au paraphe puis à la signature du Traité EEE (rappel des par. 2 bis et 4 de la Déclaration ministérielle du 14 mai 1991).

Pour extrait conforme,

Le Secrétaire:



EIDGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTEMENT
 DEPARTEMENT FEDERAL DES TRANSPORTS, DES COMMUNICATIONS ET DE L'ENERGIE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DEI TRASPORTI, DELLE COMUNICAZIONI E DELLE ENERGIE
 DEPARTAMENT FEDERAL DA TRAFFIC ED ENERGIA

3003 Bern, 7. Juni 1991

vertraulich

An den Bundesrat

Mitbericht

zu den Verhandlungsrichtlinien EG (nicht datiert) des EDA/EVD

1. Es ist offensichtlich, dass die gesetzten minimalen Verhandlungsziele (bottom lines) nicht erreicht werden konnten, weder materiell - keine permanenten Ausnahmen, Uebergangsfristen massiv gekürzt, keine Ausklammerung der Landwirtschaft -, noch institutionell - kein individuelles opting out, keine Mitentscheidung bezüglich Weiterentwicklung des EWR, Festhalten der EG an der für uns ungünstigen Zweisäulentheorie etc..
2. Insbesondere nach der Abstimmungserfahrung vom vergangenen Wochenende halten wir es für fraglich, ob der Souverän einen EWR-Vertrag, wie er sich aufgrund des EDA/EVD-Papiers abzeichnet, zustimmen würde. Das Abstimmungsrisiko halten wir jedenfalls für gross. Zudem geben wir zu bedenken, dass der EWR nur eine Chance hat, beim Souverän durchzukommen, (wiederholte Abstimmungen, wie z.B. zur Frage der AHV sind in diesem Bereiche aus zeitlichen wie sachlichen Gründen ausgeschlossen).
3. Wir sind trotzdem der Meinung, dass der Bundesrat am Verhandlungstisch bleiben soll und die Verhandlungsrichtlinien im Sinne EDA/EVD nochmals zu revidieren sind. Dies bedeutet aber keineswegs unsere Zustimmung zu dem aus den Verhandlungen resultierenden Vertrag. Den Entscheid hierüber behalten wir uns für den Zeitpunkt nach Verhandlungsabschluss vor. Schon heute lässt sich allerdings erkennen, dass der EWR keine Dauerlösung, sondern höchstens eine Ueberbrückungskonstruktion auf dem Wege zum Vollbeitritt sein kann.

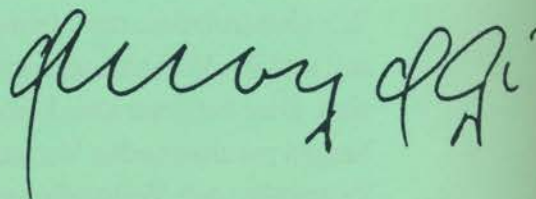
- 2 -

4. Noch sind einige sehr wesentliche Fragen offen:
- Fonds de cohésion: Die Höhe eines allfälligen Beitrags ist in Verbindung zu setzen mit den Vorteilen, welche ein EWR-Vertrag unserem Land bringt. Leider ist anzunehmen, dass der Nutzen sich in relativ engen Grenzen hält.
 - Bezüglich der Agrarkonzessionen ist nochmals mit Nachdruck daran zu erinnern, dass als gewichtiger Vorteil des EWR gegenüber dem Vollbeitritt die Ausklammerung der Agrarfrage genannt worden ist. Unsere Konzessionsbereitschaft muss klein bleiben und sollte nicht darüber hinaus gehen, was man im Rahmen der GATT-Runde ohnehin zu bezahlen hat.
5. Im Bereiche des öffentlichen Beschaffungswesens halten wir mit Blick auf die notwendige komplizierte Legiferierung eine Uebergangsfrist von mindestens 2 Jahren für unerlässlich.

Gestützt auf diese Ueberlegungen beantragen wir:

1. Der in Aussicht stehende Vertrag ist keine geeignete Grundlage, um unsere Beziehungen zur EG längerfristig zu regeln (Notwendigkeit einer Weiterentwicklung). Eine entsprechende Erklärung ist dem Vertragstext beizufügen.
2. Die für den Kohäsionsfonds zu erbringenden Leistungen müssen verhältnismässig sein.
3. Bezüglich des öffentlichen Beschaffungswesens ist auf einer Uebergangsfrist von mindestens zwei Jahren zu beharren.
4. Die Alternative, Verzicht auf EWR-Vertrag, Ausbau der bilateralen Beziehungen und des Freihandelsabkommens, evtl. Aufnahme von Beitrittsverhandlungen in einigen Jahren, ist weiter zu verfolgen.

EIDGENÖSSISCHES VERKEHRS- UND
ENERGIEWIRTSCHAFTSDEPARTE-
MENT



Adolf Ogi



EIDGENÖSSISCHES MILITÄRDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT MILITAIRE FÉDÉRAL
 DIPARTIMENTO MILITARE FEDERALE

Nr. 182.239-002

Bern, 7. Juni 1991

In der Antwort anzugeben
 A rappeler dans la réponse
 Ripeterlo nella risposta

An den
 B u n d e s r a t

VERTRAULICH

M i t b e r i c h t

zum Antrag des EDA und des EVD vom 5.6.1991 betreffend
 Lignes directrices pour la négociation EEE

Wir können der Abänderung des Mandats, die einer Aufgabe der vom Bundesrat zuvor festgelegten Minimalbedingungen gleichkommt, nicht zustimmen.

Wir beantragen deshalb, dass

- entweder auf der Basis des bisherigen Verhandlungsmandats (Minimalbedingungen gemäss Antrag EDA/EVD vom 29.4.91, Ziff. 3) weiterverhandelt wird, um zusätzliche Konzessionen der EG zu erwirken,
- oder die Verhandlungen von der Schweizer Delegation abgebrochen werden.

Falls sich der Bundesrat für die zweite Lösung entscheiden sollte, stellen wir folgenden Eventualantrag:

- Der Bundesrat trifft sofort geeignete Massnahmen, um den Tatbeweis dafür zu erbringen, dass die Schweiz trotz Verzicht auf den EWR bereit ist, sich gegenüber Europa zu öffnen (z.B. Freizügigkeit für Personen).
- Die zuständigen Departemente schlagen vor, welche Liberalisierungsmassnahmen von der Schweiz autonom, im gegenseitigen Interesse sowohl unseres Landes wie der EG, in die Wege geleitet werden können.
- Der Bundesrat setzt eine Strategiegruppe ein mit dem Auftrag, ein Deregulierungsprogramm auszuarbeiten. Ziel dieses Programms muss sein, die Europafähigkeit des schweizerischen Wirtschaftsrechts sicherzustellen, um die Attraktivität des Wirtschaftsstandorts Schweiz zu fördern.
- Die institutionellen Auswirkungen eines allfälligen späteren EG-Beitritts werden vertieft untersucht.

Begründung:

1. Eine Aenderung des Mandats wäre dann sinnvoll, wenn damit die Aussicht verbessert werden könnte, einen akzeptablen EWR-Vertrag auszuhandeln. Dies ist offensichtlich nicht der Fall. Mit den beantragten Aenderungen würden wir uns vielmehr noch weiter von den Ansprüchen entfernen, die wir ursprünglich an den EWR geknüpft hatten und die der Bundesrat - in bereits erheblich redimensionierter Form - als Minimalbedingungen für einen EWR-Vertrag festlegte.
2. Es trifft nicht zu, dass ein Urteil über den Vertrag erst nach Abschluss der Verhandlungen möglich sei. Sofern nicht auf der Basis des bisherigen Verhandlungsmandats weitere Konzessionen der EG zu erwirken sind, sind die wesentlichen Züge des Vertrags heute schon genügend absehbar. Seine Vor- und Nachteile wurden in verschiedenen Anträgen, Informationsnotizen und Mitberichten dargelegt. Es steht heute fest, dass
 - das EG-Recht unter Wahrung der EG-Entscheidungsautonomie weiterentwickelt wird;
 - der Vertrag darauf angelegt ist, dieses EG-Recht auf den EWR auszudehnen;
 - die Schweiz keinen Einsitz hat in diejenigen Komitees, in denen die eigentlichen Verhandlungen über die Weiterentwicklung des späteren EG- bzw. EWR-Rechts stattfinden; ihre Mitsprache beschränkt sich auf die Vorphase auf Expertenebene;
 - die mit einem EWR untrennbar verbundene faktische Einschränkung der Rechte des Volkes und des Parlaments nicht durch eine vollberechtigte Mitgestaltung auf europäischer Ebene kompensiert wird;
 - die Schweiz in einen EFTA-Pfeiler eingemauert und damit doppelt marginalisiert wird;
 - ein allfälliges Vetorecht so ausgestaltet sein wird, dass es aus politischen Gründen kaum je geltend gemacht werden können;
 - die Schweiz in den sachpolitischen Verhandlungspunkten, wie der Antrag zeigt, grosse Konzessionen machen muss, die in einzelnen Fällen (Entwicklungsklausel in der Landwirtschaft, Lex Friedrich) beträchtliche politische Sprengkraft besitzen.

Wie aus der beantragten Mandatsänderung hervorgeht, bestehen kaum mehr Verhandlungsmargen, so dass das Ergebnis mit genügender Präzision feststeht, um einen Grundsatzentscheid zu ermöglichen.

3. Eine Unbekannte gibt es nach wie vor: die mutmassliche Dauer eines EWR-Vertrags. Wir verweisen in diesem Zusammenhang auf die in unserer Vernehmlassung vom 16. April 1991 geltend gemachten Befürchtungen, der EWR-Vertrag könnte sich als "EWR-Falle" erweisen und einen baldigen Beitritt zur EG eher behindern als erleichtern. Nach wie vor sprechen unseres Erachtens einige Gründe dafür, dass die EG die EFTA-Länder länger als ihnen lieb ist im EWR-Vorhof belassen könnte.
4. In mehreren Anträgen und Informationsnotizen haben die antragstellenden Departemente darauf hingewiesen, dass der heute absehbare EWR-Vertrag aus politisch-institutionellen Gründen nicht mehr als eine auf Dauer akzeptable Lösung betrachtet werden könne, sondern als Uebergangslösung im Blick auf einen EG-Beitritt der Schweiz betrachtet werden müsse. Daraus folgt, dass der Bundesrat dem EWR nur dann zustimmen könnte, wenn er heute schon bereit wäre, sich grundsätzlich für einen EG-Beitritt auszusprechen.
5. In seiner Erklärung vom 10. Mai 1991 hat der Bundesrat nach reiflicher Ueberlegung darauf verzichtet, diesen Schritt zu tun. Er liess sich dabei unter anderem von der Ueberzeugung leiten, dass das Volk auf eine solch entscheidende Aenderung unserer Europapolitik noch nicht genügend vorbereitet sei.
6. Konsequenterweise sollte der Bundesrat deshalb heute auch den EWR-Vertrag ablehnen, sofern in den Verhandlungen nicht noch erreicht werden kann, dass er zu einer dauerhaften Grundlage für die Beziehungen Schweiz-EG umgestaltet werden kann.
7. Wir sind der Ueberzeugung, dass der heute absehbare EWR-Vertrag wegen seiner politisch-institutionellen Mängel und seiner harten sachpolitischen Auflagen keine Chance hat, vor dem Volk Gnade zu finden. Wir meinen, dass eine Ablehnung in einer Volksabstimmung auf jeden Fall vermieden werden sollte, weil damit das EG-Dossier auf lange Jahre hinaus blockiert wäre.
8. Wir teilen die im Antrag geäusserte Annahme nicht, es könne weiterverhandelt werden, ohne dass die Schlussentscheidung dadurch präjudiziert werde. Mit jeder Verhandlungsetappe werden neue Faits accomplis geschaffen, wird der Eindruck verstärkt, die Schweiz mache


- 4 -

mit, so dass ein Ausstieg aus den Verhandlungen aussen-, aber auch innenpolitisch immer schwieriger und letztlich unmöglich wird.

9. Die Führungsverantwortung des Bundesrates erfordert, dass jetzt klare Signale gesetzt werden. Der in der Öffentlichkeit herrschende Eindruck der Ratlosigkeit des Bundesrates ist zu überwinden.

10. Wir haben in den bisherigen Beratungen die Auffassung vertreten, ein EG-Beitritt wäre dem Alleingang vorzuziehen. Wir werden indessen nicht bereit sein, unsere Zustimmung zu einem unbefriedigenden EWR-Vertrag zu geben.

EIDGENOESSISCHES MILITAERDEPARTEMENT



K. Villiger



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT DES INNERN
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'INTÉRIEUR
 DIPARTIMENTO FEDERALE DELL'INTERNO

Bern, 8. Juni 1991

Vertraulich

An den Bundesrat

Lignes directrices pour la négociation EEE

Mitbericht

zum Antrag des EDA und des EVD vom 7. Juni 1991

1. Dem Antrag für ein neues Verhandlungsmandat mit weiteren Konzessionen können wir **generell nicht zustimmen**.

Begründung:

Die Grundhaltung in Ziff. 1.3 des Antrags, sich dem Diktat der anderen Verhandlungspartner anschliessen zu müssen, wie auch viele der beantragten Detailanpassungen des Mandats widersprechen dem Prinzip und dem Inhalt der "Bottom lines" (BRB vom 8. Mai 1991, Ziff. 3). Es kann nicht in Frage kommen, dass jetzt in einem weiteren Rückschritt wieder neue bottom lines festgelegt werden. Die Substanz der bisherigen Bottom lines wie auch deren Glaubwürdigkeit verbieten dies.

Die Verhandlungsdelegation muss vielmehr versuchen, die im bisherigen Verhandlungsmandat gesteckten Ziele zu erreichen, auch wenn wir anerkennen, dass sie sich einer schwierigen Situation befindet und ihre Chancen zur Erreichung der Ziele nicht überall gross sind.

2. Die folgenden Bottom lines und Bedingungen sind für uns von besonderer Bedeutung, weshalb ein Abrücken davon im Einzelnen nicht in Frage kommen kann:
 - 2.1 Das Recht zur Weiterentwicklung der Schutznormen (bottom line gemäss Ziff. 3.1 des BRB vom 8.5.91; Ziff. 2.6 des Antrags EDA/EVD) ist für die EFTA-Staaten, wegen unserer unbefriedigenden Mitspracherechte, noch wichtiger als für die EG-Staaten. Es ist deshalb unerlässlich, dass dieses Recht geeigneter, klarer Form im Vertrag verankert wird.

- 2.2 Die Erhaltung des Schutzniveaus (bottom line) ist in jedem Fall, z.B. auch nach Ablauf der Uebergangsfrist von 2 Jahren für die Abgas- und Lärmvorschriften für Motorfahrzeuge, sicherzustellen, was heute in vielen Fällen noch ungewiss ist. Eine solche Sicherheit könnte die Schutzklausel bieten, die begrüssenswerterweise den Bereich des Umweltschutzes explizit enthalten wird. Wir beantragen, dass die Verhandlungsdelegation eine einseitige Erklärung über die Anwendung der Schutzklausel für die Erhaltung des Schutzniveaus vorbereitet (in Analogie zu den einseitigen Erklärungen bezüglich des freien Personenverkehrs und des Grundstückerwerbs).
- 2.3 Die volle Mitsprache (bottom line) in den Komitees zur Vorbereitung und Durchführung von Vorschriften und Aktivitäten ist nach wie vor unabdingbar.
- 2.4 Im Bereich der Sozialen Sicherheit (Ziff. 4.3 des Antrags) wird vorgeschlagen, notfalls auf Uebergangsfristen für die Bereiche des Exports der Ergänzungsleistungen AHV/IV (EL) und der freiwilligen Versicherung für Auslandschweizer (FV) ganz zu verzichten.

Mit zwei Darstellungen in Ziff. 4.3 sind wir nicht einverstanden. Der BRB vom 8.5.91 erteilt in Ziff. 3.2 den Auftrag, harte Verhandlungen für Ausnahmen für den Export von EL und für FV zu führen. Darüber wird im Antrag nichts ausgeführt, weshalb er mit Ausführungen über die Durchführung dieses Auftrags und dessen Ergebnis zu ergänzen ist. Zweitens sehen wir im Gegensatz zur Darlegung im Antrag vor, die FV gegebenenfalls auslaufen zu lassen.

Insbesondere können dem Antrag nicht zustimmen und wiederholen, dass Uebergangsfristen für die EL notwendig sind.

Begründung

Die Realisierung eines grundsätzlich neuen Sozialhilfesystems als Ersatz der EL erfordert:

- eine Aenderung der Bundesverfassung,
- eine neue, in jedem Kanton aufzubauende Trägerschaft,
- ein neues Leistungssystem,
- die Umschreibung des neuen Bezügerkreises (nicht nur AHV/IV-Rentner),
- ein neues Zuschusssystem, Subventionsgesetz und organisatorische Regelung des Bundes und
- darauf aufbauende neue Gesetze und organisatorische Regelungen in allen Kantonen.

Es ist nicht möglich, dies per 1.1.93 zu realisieren.

- 2.5 Das bisherige Mandat sieht für das Verbot der Alkoholwerbung (Antrag EDA/EVD, Ziff. 3.3) eine Uebergangsfrist von 5 Jahren und das Recht auf Verlängerung des Verbots vor. Besonderes letzteres ist im Hinblick auf die Volksabstimmung über die Zwillingsinitiativen unverändert notwendig.
- 2.6 Wir weisen erneut darauf hin, dass die Fragen von Umwelt- und Gesundheitsschutz (Zwillingsinitiativen mit über 150'000 Unterschriften) wie auch Sozialversicherung breite Kreise der Bevölkerung stark beschäftigen und eine allfällige Abstimmung über den EWR-Vertrag erheblich beeinflussen dürften.
3. Das EMD stellt in seinem Mitbericht vom 7.6.91 den Eventualantrag, bei einem Ausstieg aus den EWR-Verhandlungen Massnahmen und Abklärungen für Alternativen zum EWR-Vertrag (vorläufiger Alleingang, späterer EG-Beitritt) vorzubereiten.

Wir erachten die Ausarbeitung von Entscheidungsunterlagen über die Alternativen zum EWR-Vertrag, u.a. mit einem dritten Integrationsbericht, als dringend notwendig und beantragen, dies in jedem Fall (nicht nur als Eventualantrag) in Auftrag zu geben.

EIDG. DEPARTEMENT DES INNERN



Flavio Cotti